



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du premier trimestre
31 mars 2016



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 31 mars 2016	6

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221

Télécopieur : 416-966-5485

Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

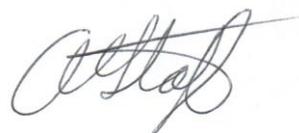
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 19 mai 2016.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Stafli, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)
Le 19 mai 2016

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 31 mars 2016

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. C'est donc dire que les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives ne se réaliseront peut-être pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 31 mars 2016 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de participation du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2015 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Au cours du quatrième trimestre de 2015, la CDEV a modifié ses lignes directrices et ses politiques en matière de voyage et d'accueil dans le but de les harmoniser avec les lignes directrices en cours du Conseil du Trésor, notamment les politiques sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements. Les charges de voyage et d'accueil trimestrielles des administrateurs et dirigeants de la CDEV sont affichées sur notre site Web.

Performance de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés, est la suivante :

Objectifs clés

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les volets de l'examen de la gestion des actifs du gouvernement (l'« examen ») qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos investissements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 9 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2016. Aucun dividende n'a été déclaré à la CDEV au cours du premier trimestre.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- La CDEV n'a pas versé de dividende au gouvernement au cours du premier trimestre de 2016.

- Nous avons continué à gérer plusieurs projets, mais nos activités étaient réduites au cours du trimestre, et nous sommes toujours disposés à entreprendre des projets faisant appel à nos compétences.

Société de gestion Canada Hibernia

Le produit net tiré du pétrole brut a connu une baisse de 9 % par rapport au trimestre correspondant de 2015, ce qui rend compte du recul des prix réalisés du pétrole de 34 %, contrebalancé en partie par la hausse des volumes de ventes et la réduction importante des redevances et des charges liées à la participation au bénéfice net.

Les volumes de ventes, qui se sont chiffrés à 0,89 million de barils au cours du trimestre, sont en hausse de 17 % par rapport aux volumes de 0,76 million de barils enregistrés au cours de la période comparative, en raison de l'augmentation de 4 % des volumes de production nets d'Hibernia de la SGCH ainsi que des écarts temporaires dans la vente de cargaisons.

Les volumes de production d'Hibernia ont augmenté, passant à 121 800 barils par jour au premier trimestre de 2016 alors qu'ils étaient de 109 900 barils par jour au trimestre comparatif, ce qui s'explique par la production supplémentaire provenant du programme de forage du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), qui a plus que contrebalancé le recul de la production du champ principal d'Hibernia. La SGCH détient deux participations directes distinctes dans le champ Hibernia, de sorte que les variations de la production nette d'Hibernia revenant à la SGCH ne correspondront pas aux variations de la production brute totale du champ Hibernia. La participation directe que détient la SGCH dans le secteur unitaire du PSH a augmenté, passant de 5,08 % au premier trimestre de 2015 à 5,73 %, en raison du premier ajustement périodique des participations directes effectué en décembre 2015. La participation détenue par la SGCH dans le champ principal d'Hibernia demeure à 8,5 %.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours du pétrole brut Brent daté. Les cours moyens du pétrole brut Brent daté ont reculé de 37 % au cours du trimestre pour se chiffrer à 34 \$ US le baril, comparativement à 54 \$ US le baril pour le trimestre correspondant de 2015, ce qui témoigne de l'offre mondiale excédentaire. Les prix réalisés du pétrole brut de la SGCH ont bénéficié des cours de change favorables, ce qui a donné lieu à des prix réalisés moyens de 45 \$ le baril, en baisse de 34 % par rapport à la période correspondante de 2015.

Au cours du premier trimestre, les dépenses d'investissement ont été principalement axées sur les activités de forage au secteur unitaire du PSH. À court terme, les propriétaires d'Hibernia continueront de se concentrer sur la mise en valeur complète du champ du secteur unitaire du PSH, notamment le forage de puits à injection d'eau sous-marins et les puits productifs de pétrole forés à partir d'une plate-forme. La mise en service des installations en surface pour le projet d'ascension par poussée de gaz a été menée à bien.

Canada Eldor Inc.

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de huit ans. CEI détient une somme de 25 millions de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de liquidités dans le compte du Trésor du Canada qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 17 millions de dollars.

Corporation d'investissement GEN du Canada

Étant donné que GEN a vendu la totalité des actions ordinaires de GM restantes qu'elle détenait en 2015, elle n'a exercé qu'un niveau réduit d'activités au cours du trimestre.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2015, comme l'indique le rapport annuel de 2015.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis le 31 décembre 2015, comme l'indique le rapport annuel de 2015.

États financiers de la période close le 31 mars 2016

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 31 mars 2016 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits consolidés du trimestre clos le 31 mars 2016 se sont établis à 32 millions de dollars, comparativement à des produits de 67 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse importante s'explique principalement par la diminution du revenu de dividendes et du produit net tiré du pétrole brut inscrits au trimestre considéré. Au cours du premier trimestre de 2016, aucun dividende sur les actions ordinaires de GM n'a été reçu étant donné que les actions ont été vendues en avril 2015. Au cours de la période correspondante de 2015, GEN a reçu des dividendes sur les actions ordinaires de GM de 28 millions de dollars. Les ventes nettes de pétrole brut ont reculé de 9 % au premier trimestre de 2016, passant de 37 millions de dollars au premier trimestre de 2015 à 33 millions de dollars, comme il est décrit ci-dessus. Les obligations au titre de redevances et de la participation au bénéfice net ont diminué de manière importante au cours de la période en raison des déductions au titre des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement admissibles proportionnellement plus élevées découlant des calculs de redevances et de la participation au bénéfice net.

Les charges totales pour le trimestre se sont chiffrées à 20 millions de dollars, par rapport à des charges totales de 16 millions de dollars au premier trimestre de 2015. Les frais de production et les charges d'exploitation ont augmenté de 2 millions de dollars au cours du trimestre en raison de la hausse des coûts d'entretien du matériel, des frais de recherche et développement, des ajustements des stocks et des charges d'exploitation du secteur unitaire du PSH, partiellement contrebalancée par la baisse des coûts de transport du pétrole. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont augmenté de 3 millions de dollars au cours du trimestre du fait d'un taux d'épuisement plus élevé et de la hausse des volumes de production et d'ajustements des stocks plus importants.

Le solde du placement en actions ordinaires de GM a été vendu le 6 avril 2015. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global au cours du premier trimestre de 2016. Au cours de la période correspondante de 2015, la variation de la valeur du placement en actions ordinaires de GM s'est traduite par la comptabilisation d'un montant de 518 millions de dollars dans les autres éléments du résultat global.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué pour atteindre 228 millions de dollars au 31 mars 2016, contre 245 millions de dollars au 31 décembre 2015, en raison surtout d'un virement de 12 millions de dollars à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie détenus en main tierce.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en main tierce ont augmenté de 12 millions de dollars depuis le 31 décembre 2015 afin de satisfaire aux nouvelles exigences en matière de preuve de solvabilité en vertu de la *Loi sur la sûreté et la sécurité en matière énergétique* pour le champ principal d'Hibernia et le secteur unitaire du PSH.

Les débiteurs ont diminué de 4 millions de dollars au 31 mars 2016 par rapport au 31 décembre 2015 en raison d'une diminution du montant à recevoir au titre des ventes de pétrole, partiellement neutralisée par une augmentation du solde des appels de fonds non effectués liés au champ principal d'Hibernia.

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 12 millions de dollars par rapport à celles inscrites au 31 décembre 2015. Elles tiennent compte d'entrées d'immobilisations de 23 millions de dollars, contrebalancées par des charges d'épuisement et d'amortissement de 11 millions de dollars. Les entrées d'immobilisations de 23 millions de dollars tiennent compte de dépenses d'investissement de 12 millions de dollars liées principalement aux activités de forage du PSH et d'une augmentation des ajustements aux coûts des obligations de démantèlement hors trésorerie de 11 millions de dollars. Les ajustements aux coûts des obligations de démantèlement découlent des taux d'actualisation plus faibles, des nouvelles obligations et des variations des estimations des flux de trésorerie futurs.

Les créiteurs au 31 mars 2016 ont diminué pour se chiffrer à 17 millions de dollars, contre 36 millions de dollars au 31 décembre 2015, en raison du remboursement de deux importantes sommes à payer à la fin de l'exercice se rapportant aux ajustements au titre des redevances et des dépenses d'investissement du secteur unitaire du PSH.

La provision au titre des obligations de démantèlement a augmenté, passant de 131 millions de dollars au 31 décembre 2015 à 142 millions de dollars, du fait surtout d'un taux d'actualisation utilisé plus bas et des changements apportés aux autres estimations.

Au cours du premier trimestre de 2016, la CDEV n'a pas versé de dividende au gouvernement. Les dividendes versés au cours de la période correspondante de 2015 se sont élevés à 820 millions de dollars.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre clos le 31 mars 2016

(non audité)

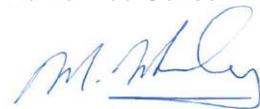
LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

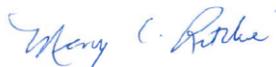
	31 mars 2016	31 décembre 2015
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	227 816 \$	244 795 \$
Débiteurs	15 900	20 285
Impôt sur le résultat à recouvrer	4 773	7 922
Stocks	5 032	5 246
Charges payées d'avance	1 543	256
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	3 105	3 578
	258 169	282 082
Actifs non courants		
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	116 481	115 884
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce (note 6)	16 279	4 603
Immobilisations corporelles (note 4)	235 863	224 106
Actif d'impôt différé	11 293	11 379
	379 916	355 972
	638 085 \$	638 054 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	17 129 \$	35 570 \$
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	2 884	3 379
Partie courante de la provision au titre des obligations de démantèlement	1 871	-
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	180	180
	22 064	39 129
Passifs non courants		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 7 a)]	140 588	130 914
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	12 484	13 087
Obligation au titre des prestations définies	1 744	1 770
	154 816	145 771
Capitaux propres		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Déficit accumulé	(142 090)	(150 141)
	461 205	453 154
Engagements (note 10)		
Éventualités (note 11)		
	638 085 \$	638 054 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil :



, administrateur



, administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2016	2015
Produits		
Produit net tiré du pétrole brut [note 9 a)]	33 211 \$	36 690 \$
Dividendes (note 5)	–	28 102
(Perte) profit de change	(1 783)	1 746
Produits d'intérêts	771	584
	32 199	67 122
Charges		
Épuisement et amortissement (note 4)	11 482	8 453
Production et exploitation [note 9 b)]	6 641	4 846
Honoraires	449	1 399
Salaires et avantages du personnel	1 136	1 138
Autres charges	226	267
Charge au titre des prestations définies	12	16
	19 946	16 119
Charges financières		
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 7 a)]	565	471
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 7 b)]	26	53
	591	524
Bénéfice avant impôt sur le résultat	11 662	50 479
Impôt sur le résultat		
Impôt exigible	3 525	6 994
Impôt différé	86	(114)
	3 611	6 880
Bénéfice	8 051	43 599
Autres éléments du résultat global		
<i>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	–	518 211
Résultat global	8 051 \$	561 810 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2016	2015
Capital social		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	1 726 527
Déficit accumulé		
Solde à l'ouverture de la période	(150 141)	(255 545)
Bénéfice	8 051	43 599
Dividendes	–	(820)
Solde à la clôture de la période	(142 090)	(212 766)
Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde à l'ouverture de la période	–	1 848 138
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	–	518 211
Solde à la clôture de la période	–	2 366 349
Total des capitaux propres	461 205 \$	3 880 111 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Bénéfice	8 051 \$	43 599 \$
Ajustements pour :		
Épuisement et amortissement	11 482	8 453
Charge d'impôt sur le résultat	3 611	6 880
Prestations définies versées en excédent des charges	(26)	(31)
Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada	(124)	(187)
Désactualisation des provisions	591	524
Provisions réglées	(1 208)	(757)
Impôt sur le résultat payé	(376)	(8 100)
	22 001	50 381
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	(3 108)	(8 799)
	18 893	41 582
Activités de financement		
Dividendes versés	–	(467 809)
	–	(467 809)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 013)	(8 412)
Variation de la trésorerie détenue en main tierce	(11 676)	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 8)	(12 183)	1 372
	(35 872)	(7 040)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16 979)	(433 267)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	244 795	609 420
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	227 816 \$	176 153 \$
Représentés par :		
Trésorerie	58 891	52 857
Équivalents de trésorerie	168 925	123 296
	227 816 \$	176 153 \$
Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Intérêts reçus au cours de la période	691 \$	584 \$
Dividendes reçus au cours de la période	– \$	28 102 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ». À la fin de 2009, la Corporation a commencé à aider le ministère des Finances à mener son examen de la gestion des actifs du gouvernement visant certains actifs du gouvernement.

En juillet 2015, la Corporation a reçu une instruction (C.P. 2015-1107), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain plan d'entreprise. En octobre 2015, la Corporation avait harmonisé ses politiques, lignes directrices et pratiques.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). Le projet Hibernia est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le champ pétrolifère original du projet Hibernia ainsi qu'une participation correspondante de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH »). La participation de la SGCH dans le projet Hibernia a été comptabilisée dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

Au cours des exercices 2010 et 2011, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et le gouvernement, ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») et ils ont autorisé le financement intégral visant la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »). La participation directe initiale de la SGCH était de 5,08 % dans le secteur et elle a été ajustée à 5,73 % à compter du 1^{er} décembre 2015 dans le cadre du premier ajustement périodique conformément à l'accord d'union.

Un compte est détenu au nom des propriétaires de participations directes du projet de développement Hibernia et du secteur unitaire du PSH par son exploitant agissant à titre d'agent (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants au pro rata de leur participation directe.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Jusqu'au 6 avril 2015, GEN détenait des actions ordinaires de General Motors Company (« GM ») et, jusqu'au 31 décembre 2014, elle détenait également des actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de série A de GM, assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 19 mai 2016.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées en raison de l'adoption des modifications de normes comptables en date du 1^{er} janvier 2016, comme il est décrit ci-après.

Changements de méthodes comptables

Les modifications aux normes comptables suivantes publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de la période à l'étude et ont été adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables.

- **Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes***

Les modifications ajoutent de nouvelles directives sur la façon de comptabiliser l'acquisition de participations dans des activités sous contrôle commun qui constituent des entreprises, en appliquant l'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*, et d'autres IFRS. L'adoption de cette norme modifiée n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

- **Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers – Initiative concernant les informations à fournir***

Les modifications ont été mises au point dans le but d'inciter les sociétés à avoir recours au jugement professionnel pour déterminer quelles informations doivent être fournies dans les états financiers, l'endroit où les informations à fournir seront présentées et l'ordre dans lequel elles le seront, et comprennent des directives sur l'application des notions de caractère significatif et de regroupement dans la pratique. L'adoption de cette norme modifiée n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Immobilisations corporelles

	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production
Coût	
Solde au 31 décembre 2015	438 024 \$
Entrées de la période	12 013
Ajustements de démantèlement	11 064
Solde au 31 mars 2016	461 101 \$
Épuisement et amortissement cumulés	
Solde au 31 décembre 2015	213 918 \$
Épuisement et amortissement	11 320
Solde au 31 mars 2016	225 238 \$
Valeurs comptables	
Au 31 décembre 2015	224 106 \$
Au 31 mars 2016	235 863 \$

Au 31 mars 2016, les coûts faisant l'objet du calcul de l'épuisement et de l'amortissement ne tenaient pas compte des coûts du matériel et des installations actuellement en construction de 9 765 \$ (19 998 \$ au 31 décembre 2015) et rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 818 882 \$ (832 000 \$ au 31 décembre 2015).

Au 31 décembre 2015, des indications de dépréciation des immobilisations corporelles de la SGCH ont été détectées en raison du recul des cours du pétrole prévus et, par conséquent, les UGT de la SGCH ont été soumis à un test de dépréciation. Compte tenu du test de dépréciation effectué, il n'y a eu aucune dépréciation des immobilisations corporelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Au 31 mars 2016, il n'y avait eu aucune indication de dépréciation des immobilisations corporelles de la SGCH pour la période close le 31 mars 2016. Par conséquent, il n'était pas nécessaire de procéder à un test de dépréciation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Placements

La variation du solde des placements de chaque catégorie d'instruments financiers pris en compte dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présente comme suit :

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2016	2015
Variation nette de la juste valeur des actifs disponibles à la vente (dans les autres éléments du résultat global)		
Actions ordinaires de GM		
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires		
	– \$	518 211 \$

Actifs financiers disponibles à la vente

Le placement en actions ordinaires de GM a été présenté dans les actifs financiers disponibles à la vente. Le prix des actions ordinaires de GM a été évalué à la juste valeur, toute variation étant comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Au cours du deuxième trimestre de 2015, la Corporation a vendu les 73 389 831 actions ordinaires de GM restantes qu'elle détenait. Au cours du premier trimestre de 2015, GEN a reçu un montant de 28 102 \$ en dividendes sur les actions ordinaires de GM.

6. Trésorerie détenue en main tierce

La SGCH détient des comptes de garantie bloqués en trésorerie qui servent à garantir les lettres de crédit en cours.

Au cours de la période close le 31 mars 2016, la SGCH a augmenté le montant de trésorerie détenue en main tierce afin de garantir deux nouvelles lettres de crédits accordées à l'OCTLHE. Les lettres de crédit étaient requises pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives fédérales, qui imposent l'augmentation du montant de la preuve de solvabilité à fournir aux organismes de réglementation des projets pétroliers extracôtiers au Canada. Les nouvelles dispositions législatives exigent des propriétaires d'Hibernia et du secteur unitaire du PSH qu'ils fournissent chacun de leur côté une preuve de solvabilité de 100 millions de dollars à l'OCTLHE au titre de l'autorisation de forer et de l'autorisation d'exploitation délivrées pour le projet Hibernia. La SGCH s'est conformée aux nouvelles dispositions législatives en fournissant deux lettres de crédit, chacune d'elles garantie par un nouveau compte de garantie bloqué, totalisant 14 227 \$ pour sa quote-part de la participation directe. Des fonds détenus en main tierce de 2 550 \$ liés à la preuve de solvabilité aux termes des dispositions législatives précédentes ont été rendus à la SGCH.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde au 31 décembre 2015	130 914 \$	16 466 \$
Obligations réglées	(84)	(1 124)
Variations des estimations des flux de trésorerie futurs	1 554	–
Nouvelles obligations	1 870	–
Variations du taux d'actualisation	7 640	–
Désactualisation	565	26
Solde au 31 mars 2016	142 459 \$	15 368 \$
Partie courante	1 871	2 884
Partie non courante	140 588	12 484
Provisions	142 459 \$	15 368 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 256 339 \$ au 31 mars 2016 (253 006 \$ au 31 décembre 2015). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant actuellement prévue pour 2055, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 31 mars 2016 selon un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2015) et a été actualisée au moyen d'un taux d'intérêt sans risque moyen de 1,73 % (2,15 % au 31 décembre 2015).

b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. Les estimations qui servent à établir la provision au titre de la remise en état d'un site sont décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Aucun changement important n'a été apporté aux estimations qui ont servi au calcul.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

8. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 31 mars se présente comme suit :

	2016	2015
Variation des débiteurs	4 385 \$	(2 025) \$
Variation des stocks	52	(551)
Variation des charges payées d'avance	(1 287)	(1 267)
Variation des créditeurs et charges à payer	(18 441)	(3 584)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(15 291) \$	(7 427) \$

Liée aux :

Activités d'exploitation	(3 108) \$	(8 799) \$
Activités d'investissement	(12 183)	1 372
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(15 291) \$	(7 427) \$

9. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 31 mars se détaille comme suit :

	2016	2015
Produit brut tiré du pétrole brut	39 885 \$	51 664 \$
Moins les frais de commercialisation	(154)	(105)
Moins les redevances	(6 080)	(11 523)
Moins la participation au bénéfice net	(440)	(3 346)
Produit net tiré du pétrole brut	33 211 \$	36 690 \$

b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 31 mars se présentent comme suit :

	2016	2015
Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia	5 687 \$	3 158 \$
Charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	1 521	3 239
Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net	(567)	(544)
Recouvrement des charges d'exploitation liées au pétrolier de brut	—	(1 007)
Total des frais de production et des charges d'exploitation	6 641 \$	4 846 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

10. Engagements

Les engagements de la SGCH au 31 mars 2016 sont résumés dans le tableau qui suit et ils incluent le transport du pétrole brut et les engagements de transbordement, la quote-part revenant à la SGCH des engagements contractuels du projet Hibernia (le forage, les puits et les services connexes, y compris les hélicoptères et les navires de soutien) et les contrats de location simple pour ses bureaux et la quote-part lui revenant des bureaux de la SEDH.

	2016	2017 à 2020	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	4 129 \$	19 187 \$	43 317 \$	66 633 \$
Contrats liés au projet Hibernia	16 004	13 136	6 104	35 244
Bureaux	407	1 481	—	1 888
Total des engagements	20 540 \$	33 804 \$	49 421 \$	103 765 \$

11. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel en cours, dont l'issue dépend des procédures confidentielles de règlement de différends. La SGCH ne présente pas son estimation de l'incidence financière, le cas échéant, de ce différend étant donné que la présentation de cette information pourrait porter préjudice à la SGCH. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel du différend devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro et située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Éventualités (suite)

En mars 2015, la CDEV a reçu une assignation devant le tribunal pour une poursuite intentée en 2014 en République du Panama contre Multidata Systems International Inc., Nordion Inc. et la CDEV. Les demandeurs ont fait valoir dans leur poursuite que les défendeurs sont responsables des blessures subies en raison d'une surexposition aux radiations émises par du matériel alors qu'ils recevaient des traitements dans une clinique du Panama. La direction est d'avis qu'il est improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire au titre de cette poursuite; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

12. Risques auxquels est exposée la Corporation

Aperçu

Par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2015. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers auxquels est exposée la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers

Les sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada de 119 586 \$ (119 462 \$ au 31 décembre 2015) constituent le seul actif financier comptabilisé à la juste valeur de la Corporation, et elles sont classées au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs (prix cotés sur des marchés actifs) au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2015.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Aucun transfert n'a eu lieu d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2016

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

13. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, la CDEV a versé au gouvernement du Canada des dividendes de néant (467 809 \$ en 2015).